

L'argumentaire gouvernemental sur les non-injectés est mensonger



Par Lucien Samir Oulahbib

Faire croire que l'actuel « pic de cas » serait lié aux non-injectés est complètement faux. J'en ai fait l'expérience : une connaissance triplement injectée vient de devenir positive après avoir fait son troisième shoot ce qui est « normal » puisqu'on lui injecte la part active du virus...

Ceci est bien sûr nié. Et dans le cas où un injecté transmet, comme il est admis tout de même, ce serait donc uniquement « à cause » des non-injectés, donc une « cause » externe et non pas interne (éternel stratagème : la paille et la poutre, toujours la faute d'autrui), omettant le fait que pour un injecté, le produit est censé le « protéger »...

Ainsi dans la propagande gouvernementale (et mondiale, au sens d'être globalement intégrée), le non-injecté serait le seul transmetteur *effectif* (le fameux « asymptomatique »), certes sans le savoir, mais peu importe ! Il est « responsable ». Il doit donc se faire injecter pour lever le doute, cacher que le produit ne marche pas, y compris pour les formes graves, puisque désormais ce sont les injectés qui encombrant en réalité concrète (et non pas statistique) les hôpitaux avec la subtilité suivante : si vous êtes entre deux shoots ou n'avez pas la troisième (au-dessus de 65 ans), alors vous êtes considérés comme non-injecté... Même Ubu Roi n'y aurait pas pensé...

Pourtant... Non seulement une personne non malade ne peut pas transmettre, par définition, mais également une personne positive non plus, du moins de telle sorte que cela irait vers une infection puis une hospitalisation comme l'avait démontré cette étude de l'Institut Pasteur concernant les enfants.

Le gouverne/ment, en banal VRP (bonimenteur vendant son élixir, factice, y compris pour les « formes graves ») prétend le contraire parce que cela doit coller avec le formulaire de vente et la pub (mensongère) qui va avec.

Le meilleur moyen de lutter contre cette maladie est connu, surtout pour éviter les formes graves : traitements précoces et préventifs comme le clament des centaines de milliers de médecins compétents *indépendants*. CQFD.

Demandons un débat entre Perronne et l'actuel préposé à la Santé et nous

verrons comment le premier démontre qu'il a raison lorsqu'il dit que nous aurions pu éviter la plupart des morts si les traitements précoces avaient pu se déployer avec les mesures *exactes* de doses requises et massivement – comme ce fut le cas dans de nombreux pays, le tout confirmé par de nombreux témoignages comme ceux du Doctothon.